

Résultats financiers 2015 de l'édition scientifique

30 mars 2016

La rentabilité hors-norme des plus grands éditeurs scientifiques mondiaux rend difficile l'évolution vers de nouveaux modèles économiques



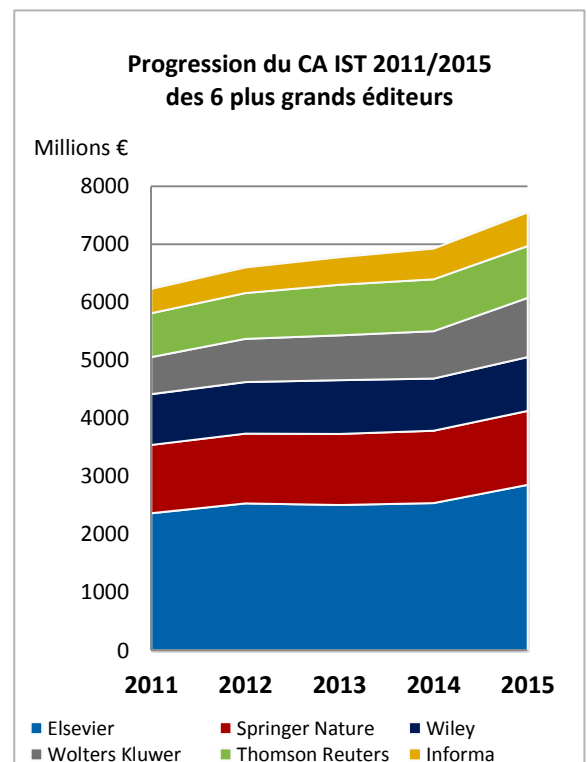
En bref :

Cinq des 6 premiers éditeurs scientifiques mondiaux (Elsevier¹ ; Wiley ; Wolters Kluwer ; Thomson Reuters ; Taylor & Francis², le 6ème, non coté, étant le groupe *Springer-Nature* qui ne publie pas de résultats³) ont publié dans la seconde moitié de février leurs résultats annuels 2015. En incluant Springer-Nature, on constate que les six premiers éditeurs scientifiques mondiaux réalisent un CA cumulé de 7,5 Milliards d'Euros Md.€ (en progression organique de 2,9% sur 2014) soit 38% du CA mondial de l'édition scientifique (estimé à 23 000 M€). Mais surtout ces 6 éditeurs captent 65% des profits générés globalement par l'édition scientifique, grâce à des taux de marge opérationnelle hors-norme de plus de 36% sur CA. Ce niveau de profit et cette captation (qui s'accroît au fil des ans) par seulement 6 acteurs des surplus économiques générés par l'édition scientifique mondiale pose le problème du « juste prix » de la prestation éditoriale. Mais aussi celle du rapport de force contractuel entre fournisseurs et clients des services IST. Une question dont il est urgent que s'empare la communauté scientifique (au-delà du débat sur le libre accès) en repensant ses stratégies de négociation face à ces grands éditeurs.

L'analyse d'Intelligence IST :

Cinq des six premiers éditeurs scientifiques mondiaux appartiennent à des groupes cotés en bourse et ont donc l'obligation de publier leurs résultats financiers, ce qu'ils viennent de faire. Diverses sources permettent par ailleurs d'estimer les données relatives à Springer-Nature, N°2 mondial de l'édition scientifique. Ces chiffres confirment le dynamisme des chiffres d'affaires : les taux de croissance organique s'étagent entre 2% (Elsevier, Springer-Nature) et 5% (Wolters Kluwer), avec une moyenne de 2,8%. Ce qui est une progression très satisfaisante sur un marché mature.

La croissance continue de la publication scientifique (à un rythme de 5% l'an), l'élargissement géographique et démographique des populations de chercheurs, la part croissante que tiennent dans la génération des chiffres d'affaires de nouveaux services complémentaires de l'édition proprement dite, le développement du Gold OA et de l'économie des APC et de ses effets réels de « double dipping », enfin la force contractuelle des plus grands éditeurs qui réussissent à imposer à leurs clients dans des contrats pluri-annuels des progressions modérées mais garanties du chiffre d'affaires : tous ces facteurs expliquent ce dynamisme soutenu de l'édition scientifique de recherche.



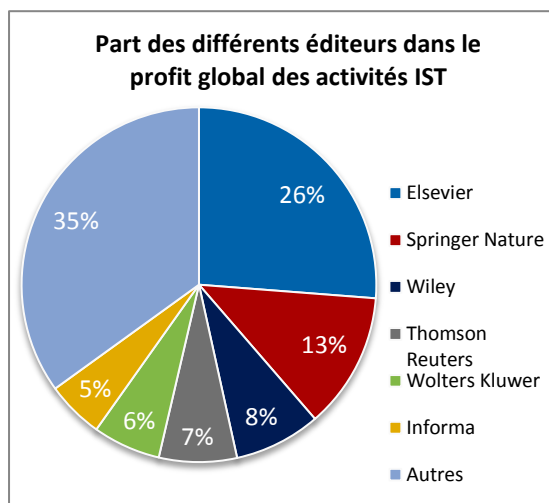
¹ Filiale du groupe RELX.

² Filiale du groupe Informa.

³ Les données relatives à Springer-Nature ont été estimées à partir des éléments paru dans la presse financière internationale, en particulier lors de la fusion de Springer et de Macmillan/ Nature Publishing Group.

L'édition IST pèse globalement 23 Md.€ soit 43,4% du chiffre d'affaires global des 56 premiers éditeurs mondiaux (tous secteurs d'édition confondus, y compris l'édition grand public) réalisant plus de 150 M€ de revenus annuels. Les 6 premiers éditeurs scientifiques déjà cités génèrent à eux seuls 48% des profits cumulés réalisés par ces mêmes 56 groupes⁴ d'édition. L'édition scientifique est donc, fait souvent ignoré, un compartiment essentiel du secteur de l'édition.

6 éditeurs, avec des taux de marge supérieurs à 36% sur Chiffre d'Affaires, captent 65% des profits mondiaux de l'édition scientifique



On constate pour les 6 premiers éditeurs un niveau très élevé des marges opérationnelles⁵ : 36% chez Elsevier, 39% chez Springer-Nature, 45% chez Informa. Des niveaux que l'on ne retrouve d'ordinaire, tous secteurs économiques confondus, que dans des activités non soumises à la concurrence ou des marchés de niche (ce que n'est pas le cas de l'édition scientifique) atypiques. On relève s'agissant du taux de profit un fossé impressionnant entre ces 6 premiers grands éditeurs affichant un taux de marge opérationnelle (EBITDA) moyen de 36% sur CA et tous les autres éditeurs. Les éditeurs de taille moyenne (une vingtaine) réalisent des taux de marge opérationnelle se situant au voisinage de la barre des 15% (niveau auquel se situent des acteurs aussi différents que l'ACS, Cambridge University Press ou le pure player de l'Open Access PLoS). Tous les autres éditeurs affichent un taux de marge opérationnelle de 9% en moyenne, suffisant au

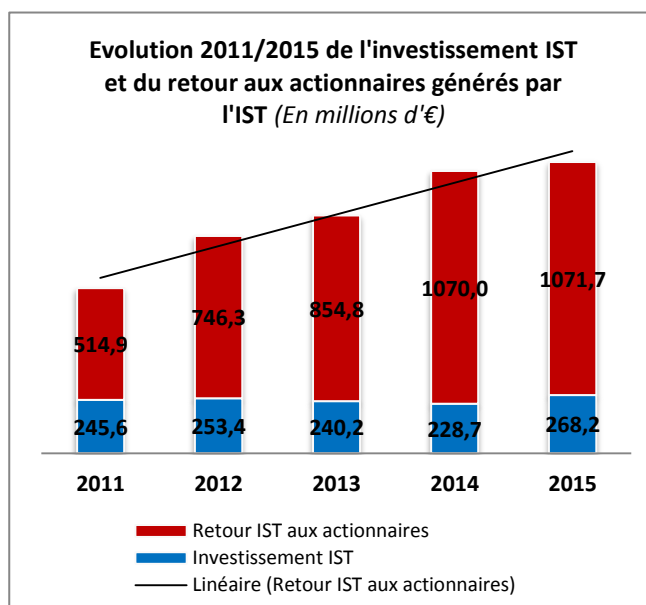
maintien et au développement prudent de leur activité sans fragilisation économique (le cas du français EDP Science est de ce point de vue exemplaire). Les 6 plus grands éditeurs internationaux réalisent 33% du CA mondial de l'édition scientifique mais 65% de ses profits.

Au sein de l'édition IST c'est essentiellement l'édition de recherche (liée à la communication scientifique des chercheurs) qui est la « vache à lait » : **l'édition de recherche représente 60% du CA global de l'édition scientifique mais 80% de ses profits**. Dans l'édition de recherche (publication de revues scientifiques) la rentabilité est encore plus élevée, comprise entre 40% sur CA (Elsevier) et 45% (Taylor & Francis). Dans ce segment de l'édition de recherche, la croissance organique est aussi plus élevée (de l'ordre de 4%/an, performance constatée en 2015 chez Elsevier).

L'investissement dans ces activités IST, continu mais plafonné, se situe entre 3,5% (Wiley, Thomson Reuters) et 5% (Elsevier) des chiffres d'affaires IST, et progressent faiblement (+9%) sur une période de 5 ans (environ 250 M€/an en investissement cumulé des 6 premiers éditeurs).

Les marges très élevées couvrent très facilement ces besoins d'investissement, et surtout permettent de dégager des profits importants pour les actionnaires.

Entre 2011 et 2015, soit en un laps de temps assez court, la distribution⁶ de profit aux actionnaires, pour les seuls 5 éditeurs cotés en bourse, a plus que doublé passant de 515 M€ à 1072 M€. En données cumulées sur cinq ans ces cinq éditeurs ont pour les seules activités liées à l'IST investi 1231 M€ mais redistribué 4258 M€ de profits à leurs actionnaires.



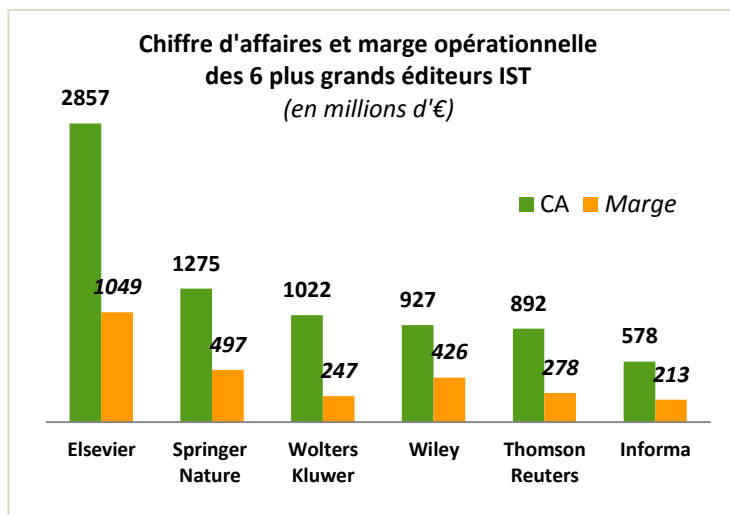
⁴Source : http://wischenbart.com/upload/Global-Ranking-of-the-Publishing-Industry_2014_Analysis.pdf

⁵Mesurées au niveau de la marge nette opérationnelle ou Ebitda (bénéfice net avant frais financiers, impôts, dépréciations, et amortissement)

⁶Prenant la forme de paiement de dividendes, mais aussi d'importants programmes de rachats d'actions.

Elsevier toujours solidement implanté à la première place tant en chiffre d'affaires qu'en bénéfices réalisés.

La structuration du secteur de l'édition scientifique évolue peu d'une année sur l'autre malgré le rapprochement de Springer et de Nature en mai dernier. Il s'agit d'une structuration typique en longue traîne : derrière les 6 premiers éditeurs (qui réalisent on l'a dit 38% du CA cumulé du secteur) figurent une vingtaine d'éditeurs moyens (grandes sociétés savantes comme l'ACS et l'IEEE, presses universitaires comme Cambridge University Press ou MIT Press, éditeurs « for profit » non cotés tels Sage Publishing, de Gruyter, Thieme). Tous réalisent moins de 500 M€ de chiffre d'affaires (seuls l'ACS et Cambridge University Press s'approchent de ce seuil), avec une médiane de 50 M€ de revenus.



L'accumulation massive des revenus et des profits par les acteurs de tête reflète une offre très concentrée en nombre de revues, malgré le nombre important d'éditeurs : les quatre premiers éditeurs (Elsevier, Springer-Nature, Wiley, Taylor & Francis) éditent au plan mondial⁷ 24,8% des titres mais contrôlent 50,1% des revues à facteur d'impact. Au-delà des éditeurs du « Top-40 » s'étend la longue traîne de petits ou très petits éditeurs : 10 000 éditeurs actifs éditent au total 17 502 revues soit une moyenne de 1,75 revue par éditeur. Seuls 2% des éditeurs éditent 100 titres ou plus.

Au sein du Top-6 le N°1 Elsevier réalise un chiffre d'affaires (2 857 M€ en 2015) 2,7 fois plus important que celui de son poursuivant Springer-Nature (1 275 M€ de CA 2015) et des profits 2,5 fois élevés (EBITDA de 1 049 M€ chez Elsevier et de 497 M€ chez Springer). Elsevier capte à lui seul 40% des bénéfices réalisés par les 6 plus grands éditeurs et 26 % des profits dégagés mondialement par l'édition de recherche dans son ensemble (Springer-Nature n'en capte que 12,4 %).

La position singulière d'Elsevier tient aussi à la profondeur sans équivalent de son offre : outre qu'il est le plus grand éditeur mondial de revues (plus de 2000) et d'ouvrages (33 000 titres en catalogue) ; le plus important fournisseur de bases bibliographiques et de corpus d'articles (55 millions de documents dans Scopus, issus de 22 000 revues), il est un fournisseur d'outils à forte valeur ajoutée (outils analytiques avec Scival, bases de citations et outils bibliométriques avec Scopus) qui sont la clé de nouvelles réserves de croissance et de profits.

Possible mais non certain, seul un rapprochement de Springer-Nature et de Thomson Reuters IP & Science (mis en vente par le groupe Thomson Reuters fin février) pourrait créer un groupe en mesure de rivaliser avec Elsevier tant en termes de taille que de profondeur de l'offre. Les prochaines années verront probablement s'opérer d'autres opérations de concentration, en particulier autour de Wiley. Cependant là aussi aucune opération de concentration envisageable ne pourrait créer un groupe à la hauteur d'Elsevier. L'éventuelle création d'un oligopole dans l'édition de recherche réduit à 3 acteurs internationaux devrait cependant être un souci majeur pour les usagers des services IST.

Des situations de rente paradoxalement sanctuarisées par les négociations consortiales

Le niveau de marge très élevé des 6 premiers éditeurs scientifiques mondiaux (et de ceux-ci seulement), qui publient ensemble 54% du nombre d'articles de recherche⁸, est du point de vue de l'économie globale de la publication scientifique un problème majeur : ces rentes de situation sont « sanctuarisées » par des négociations consortiales qui, partant d'un niveau historique reflétant ces niveaux élevés de marge, préservent voire font progresser de quelques points par an, les chiffres d'affaires et les marges.

⁷ Source: Sally Morris, " Mapping the Journal publishing landscape", Learned Publishing, vol. 20, N° 4, octobre 2007

⁸ Source : <http://journals.plos.org/plosone/article?id=10.1371/journal.pone.0127502>

Les possibilités d'évolution du modèle économique de la publication scientifique sont sérieusement bridées par cette captation par les « Big 6 » des surplus économiques imposants de l'édition de recherche. Tout scénario de transition généralisée vers un modèle économique de Gold Open Access comme par exemple le préconise la Max Planck Digital Library⁹ se heurte au fait que les grands éditeurs, qui bien sûr souhaiteront préserver leurs marges, incorporeraient celles-ci dans des niveaux d'APC élevés et insoutenables pour la plupart des organismes de recherche. Le chiffre d'affaire par article paru réalisé par Elsevier (qui a publié en 2015 400 000 articles dans 2 200 revues soit 16% de l'output mondial¹⁰) est de 4 680€, très au-dessus des niveaux d'APC constatés aujourd'hui¹¹. Claudio Aspesi, un analyste au sein de la firme d'analyse financière indépendante Sanford C. Bernstein & Co. estime¹² dans une note récente que pour maintenir ses marges Elsevier devrait facturer des APC à un niveau « Premium » d'au moins 4 000€ /article (en continuant par ailleurs de réduire ses coûts) et qu'il pourrait augmenter ses marges si ce « premium price » atteignait ou dépassait 4 500 €.

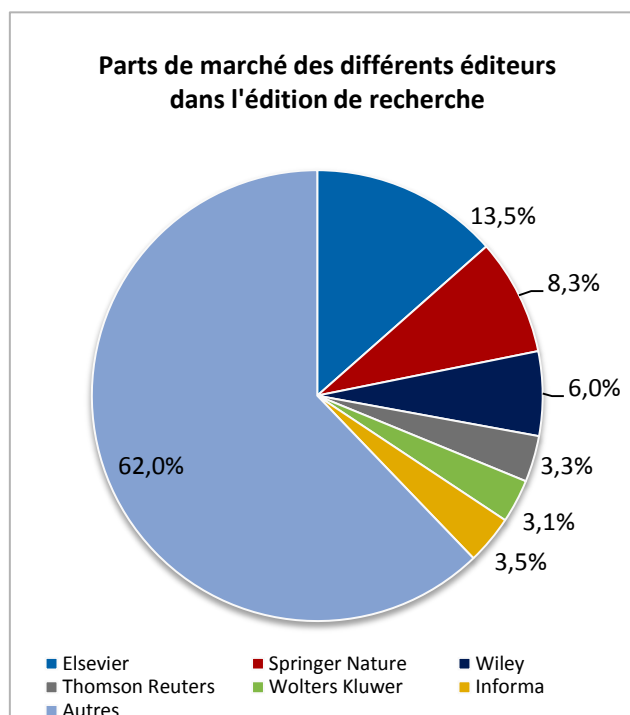
Aucun organisme « Research Intensive » (Université ou Etablissement Public Scientifique) ne serait en mesure de supporter un tel niveau d'APC : la tentation face à ce blocage sera finalement de préserver le modèle de l'abonnement (c'est à dire sur ce plan de maintenir le statu-quo, et de privilégier la voie verte avec des embargos de l'ordre de 12 mois. Bien que les éditeurs se soient depuis 12 ans battus bec et ongles contre la voie verte¹³ perçue comme pouvant éroder leur marge, face aux mandats de dépôts définis par la voie législative ou réglementaire par toutes les économies occidentales, les éditeurs par pragmatisme s'adapteront.

A juste titre ils estiment qu'ils sont entrés dans une économie de plate-forme numérique (offrant contenus et services) et que l'économie de l'abonnement est en recul, même si ce recul doit être piloté au travers des négociations pluriannuelles avec les grands consortiums nationaux.

Les craintes des éditeurs ne sont cependant pas tout à fait apaisées : dans le récent rapport annuel RELX (qui contrôle Elsevier) sont identifiés les « facteurs de risque » pesant sur le business (cette identification des risques est obligatoire pour les sociétés cotées dans les pays anglo-saxons). S'agissant d'Elsevier, deux facteurs de risques sont évoqués :

- ▶ 1) le développement des mandats de dépôts en archives ouvertes voulus par les pouvoirs publics un peu partout dans le monde ;
- ▶ 2) une évolution du cadre de la propriété intellectuelle qui viendrait soit affaiblir les logiques de captation exclusive des droits de l'auteur-chercheur, soit introduire de nouvelles exceptions au droit d'auteur pour permettre de nouveaux usages (TDM, partage de documents sur les réseaux sociaux).

C'est parce qu'elle touche à ces points sensibles que dans le contexte français le projet de loi pour une République numérique suscite une violente opposition de la part des éditeurs.



⁹Cf. note Eprist www.eprist.fr/wp-content/uploads/2016/01/I-IST_10_PositionSTM.pdf

¹⁰Source : rapport annuel 2015 du groupe RELX

¹¹ Le Wellcome Trust, l'institution britannique de financement de la recherche biomédicale qui a le plus de recul sur ces questions (ses lignes de financement incluent depuis plusieurs années la possibilité d'imputer des coûts d'APC) enregistre un niveau moyen d'APC de 2 450 €/article. Mais le montant moyen des APC payés pour des revues en Gold Open Access (Type PloS One) est de 1700 € quand il est de 2793 € pour une publication en OA dans une revue sur abonnement dans le cadre d'un modèle hybride, soit un différentiel de 55%.

¹²Source : «Reed Elsevier, Goodbye to Berlin », richardpoynder.co.uk, 24 septembre 2014.

¹³cf. note EPRIST, http://www.eprist.fr/wp-content/uploads/2016/01/I-IST_10_PositionSTM.pdf